

CHRONIQUE

Élections locales : principes et enjeux du nouveau cadre législatif des compétitions électorales après les lois du 17 mai 2013 2
Bruno Daugeron

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Quelles sont les modalités de suppression des communes associées et quel est le contrôle opéré sur cette dernière ? 11
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE Avis 4 novembre 2013, *Association Commune libre de Saint-Pantaléon*
CE Avis 4 novembre 2013, *Association pour la renaissance de la commune associée de Châteaurenaud, Mme M., Mme R.*

• Actes des collectivités locales

À quelles conditions la passation d'un contrat conclu entre une collectivité et une société publique locale, entrant par son objet dans le champ de la commande publique, peut-elle échapper aux règles de publicité et de mise en concurrence ? 16
Conclusions Bertrand Dacosta – Observations Elsa Déléage
CE 6 novembre 2013, *Commune de Marsannay-la-Côte*
CE 6 novembre 2013, *SPLAAD*

• Domaines public et privé des collectivités locales

Qui sont les propriétaires riverains d'un chemin rural ? 31
Conclusions Benoît Bohnert
CE 20 novembre 2013, *Commune de Royère-de-Vassivière*

• Travaux publics locaux

Des vices affectant les caniveaux de pistes d'un aéroport destinés à recueillir les différents produits de dégivrage des avions avant leur décollage sont-ils de nature à engager la responsabilité décennale des constructeurs ? 36
Conclusions Laurence Besson-Ledey
CAA Versailles 10 octobre 2013, *Société Aéroports de Paris*

Le maître de l'ouvrage peut-il déduire du montant des sommes dues au sous-traitant régulièrement accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées le coût de ses travaux affectés de désordres ? 41
Conclusions Laurence Besson-Ledey
CAA Versailles 28 novembre 2013, *Société Elendil*

• Finances publiques locales

Quel est le point de départ du délai de prescription quadriennale ? 46
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 19 novembre 2013, *Société Credemlux International*

• Contentieux des collectivités locales

Selon quelles modalités l'expert judiciaire peut-il obtenir des précisions ou éclaircissements sur le contenu de la mission que lui a confiée la juridiction ? 55
Conclusions Gilles Pellissier
CE 6 décembre 2013, *Société Michel Beauvais et associés et autres*

Les désordres apparus à la suite de travaux de ravalement peuvent-ils engager la responsabilité décennale des personnes y ayant participé ? 58
Conclusions Gilles Pellissier
CE 11 décembre 2013, *Commune de Courcival*

Un recours contentieux irrecevable formé contre une décision a-t-il pour effet de rendre opposable au nouveau recours formé contre la même décision le délai de recours dont le requérant n'a pas reçu notification conformément aux dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative ? 62
Conclusions Gilles Pellissier
CE 11 décembre 2013, *Mme N.*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de procès-verbal provisoire 79

CHRONIQUE

Les concessions d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports 82

Adrien Rabier

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Dans quelles conditions un conseil municipal peut-il mettre un terme aux mandats des conseillers municipaux siégeant au sein des commissions prévues à l'article L. 2121-22 du CGCT et de la commission consultative des services publics locaux ? 92

Conclusions Frédéric Aladjidi

CE 20 novembre 2013, *Commune de Savigny-sur-Orge*

• État

Le pouvoir par lequel un maire désigne l'un de ses adjoints pour le représenter lors d'une séance de la commission départementale d'équipement commercial présente-t-il un caractère réglementaire ? 98

Conclusions Rémi Keller

CE 4 décembre 2013, *Société Bricoman et autre*

La commission nationale d'équipement commercial peut-elle prendre en compte, alors que l'effet du projet sur les flux de transport engendrera dans le futur des difficultés de circulation, des travaux programmés pour adapter les infrastructures ? 101

Conclusions Rémi Keller

CE 4 décembre 2013, *Société Fau et Gillet et autres*

• Domaines public et privé des collectivités locales

L'occupation privative du domaine public routier communal peut-elle être gratuite ? 106

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 19 février 2013, *Carrier*

• Fonction publique territoriale

Un agent public qui bénéficiait d'une journée de récupération peut-il subir une retenue sur traitement ? 124

Conclusions Vincent Daumas

CE 4 décembre 2013, *M. Sambussy*

• Finances publiques locales

Les prestataires de services d'investissement ont-ils toujours une obligation de mise en garde, d'information et de conseil à l'égard des collectivités ou de leurs groupements ? 128

TGI Paris 28 janvier 2014, *Lille Métropole Communauté urbaine c/ Royal Bank of Scotland*

• Collectivités à statut particulier

Comment doivent être prises les décisions du gouvernement de Nouvelle-Calédonie ? 139

Conclusions Delphine Hedary

CE Avis 6 décembre 2013, *Mme Boiteux*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention de garantie d'emprunt 155

CHRONIQUE

- La jurisprudence *Dieudonné* et la protection de l'ordre public** 158
Dominique Maillard Desgrées Du Loû

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

- Une mention apposée sous la responsabilité du maire certifiant la publication d'un acte fait-elle foi ?** 171
Conclusions Rémi Keller
CE 5 février 2014, *Société Ecrindis*

• État

- Le préfet est-il compétent pour délivrer un permis de construire portant sur des bâtiments réalisés pour le compte de l'État ?** 174
Conclusions Frédéric Aladjidi
CE 5 février 2014, *Commune de Bollène*

• Domaines public et privé des collectivités locales

- Une commune peut-elle librement modifier l'affectation d'un immeuble lui appartenant ?** 179
Conclusions Jean-Michel Laso
CE 14 janvier 2014, *Conseil d'administration de la bourse du travail, Union départementale des syndicats CGT et Union locale des syndicats CGT c/ Ville de Nice*

- Une personne publique peut-elle introduire une demande indemnitaire en raison d'un préjudice engendré par l'occupation sans titre de son domaine public ?** 183
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille 28 janvier 2014, *Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*

• Services publics locaux

- Quel contrôle le juge doit-il opérer sur l'autorisation de création d'une chambre funéraire ?** 189
Conclusions Vincent Daumas
CE 6 mars 2014, *SCI Gladieux*

• Fonction publique territoriale

- À quelles conditions un accident dont est victime un agent public alors qu'il quitte son travail en avance peut être regardé comme un accident de trajet ?** 194
CE 17 janvier 2014, *Ministre du Budget c/ M. Lançon*

• Collectivités à statut particulier

- L'article R. 421-2 du code de justice administrative est-il applicable de plein droit en Nouvelle-Calédonie ?** 204
Conclusions Delphine Hedary
CE 5 février 2014, *Société Le Nickel*

• Contentieux des collectivités locales

- Une substitution de motifs peut-elle être demandée au juge de l'excès de pouvoir par une partie à l'instance autre que l'administration auteur de la décision ?** 209
Conclusions Rémi Keller
CE 5 février 2014, *Société Pludis*

- L'autorité de chose jugée s'oppose-t-elle à une demande de rappel supplémentaire de rémunération motivé par l'intervention d'une circulaire ministérielle ?** 213
Conclusions Vincent Daumas
CE 10 février 2014, *M. Boerlen*

- Quel est le juge compétent pour connaître de l'action en garantie décennale de l'acquéreur d'ouvrages publics défectueux ?** 219
Conclusions Vincent Daumas
CE 13 février 2014, *Communauté d'agglomération Plaine Commune*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Modèle d'arrêté municipal constituant une régie de recettes** 231

CHRONIQUES

L'acte III de la décentralisation : quelques réflexions sur le système de compétences déléguées 234

Claire Bossebœuf

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles 245

Claire Bossebœuf

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le produit de la vente de l'affouage d'une section de commune peut-il être partagé entre les membres de la section ? 248

Conclusions Marie-Astrid de Barmon

CE 17 mars 2014, *Commune de Vèze*

• Compétences des collectivités locales

Le pouvoir du maire en matière de contrôle des conditions d'accessibilité à un terrain par les services d'incendie et de secours est-il encadré ?.. 255

Conclusions Suzanne von Coester

CE 5 février 2014, *Commune de Bollène*

• Domaines public et privé des collectivités locales

Le pouvoir du maire en matière de contrôle des conditions d'accessibilité à un terrain par les services d'incendie et de secours est-il encadré ?.. 255

Conclusions Jean-Michel Laso

CE 26 février 2014, *Commune du Castellet*

L'octroi de subventions par un département aux seules communes ou EPCI selon le mode de gestion des services publics communaux viole-t-il le principe de libre administration des collectivités territoriales ? . 261

Conclusions Pierre Bentolila

CAA Bordeaux 3 mars 2014, *Fédération professionnelle des entreprises de l'eau c/ Département des Landes*

• Police administrative

Un maire peut-il refuser la cession d'une autorisation de stationnement de taxi pour des motifs liés à la sécurité des personnes transportées ? 271

Conclusions Suzanne von Coester

CE 24 mars 2014, *M. M...*

• Domaines public et privé des collectivités locales

Devant quel ordre de juridiction un occupant peut-il contester une délibération mettant fin à la convention tacite de mise à disposition d'une dépendance du domaine privé ? 274

Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 4 mars 2014, *Association communale de chasse d'Aiglun dite « l'Aiglinoise »*

• Élections

Les frais liés à la location des locaux mis à disposition des candidats par leur parti politique dans le cadre de conventions conclues avec ce parti constituent-ils une dépense électorale éligible au remboursement forfaitaire dû par l'État ? 279

Conclusions Benoît Bohnert

CE 5 février 2014, *CNCCFP*

• Contentieux des collectivités locales

Une commune engage-t-elle sa responsabilité pour ne pas avoir mis en demeure l'entreprise principale de régulariser la situation de son sous-traitant ? 288

Conclusions Laurence Besson-Ledey

CAA Versailles 27 février 2014, *Société Eurovia IDF c/ Commune de Saint-Martin-du-Tertre*

Peut-on déduire, de l'absence dans les statuts d'une association de précisions sur son ressort géographique, qu'elle a un champ d'action national et non local ? 291

Conclusions Marie-Astrid de Barmon

CE 17 mars 2014, *Association des consommateurs de la Fontaulière*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle d'arrêté relatif à la mise en place d'une circulation alternée 307

CHRONIQUES

Le droit de préemption de la ZAD dans la loi ALUR du 24 mars 2014 310
Seydou Traoré

La jurisprudence *Département du Tarn-et-Garonne* ou le risque d'une *actio popularis* contre les contrats administratifs 316
Christophe Fardet

JURISPRUDENCE

• État

Peut-on se fonder sur l'absence de sincérité des convictions personnelles d'un propriétaire pour refuser de faire droit à une demande de retrait de ses terres d'une ACCA ? 322
Conclusions Xavier de Lesquen
CE 3 avril 2014, *Ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie c/ ACCA de Vernon*

Le délai de trois mois avant l'expiration duquel le préfet peut prescrire une fouille court-il dans le cas où le rapport de diagnostic qui lui est transmis est insuffisant ? 327
Conclusions Édouard Crépey
CE 19 février 2014, *Société Elite Invest*

• Domaines public et privé des collectivités locales

Un commerçant peut-il se voir assujéti au paiement d'une redevance du fait de l'occupation momentanée du domaine public par ses clients en situation d'attente ? 335
Conclusions Nathalie Escaut
CE 31 mars 2014, *Ville d'Avignon*

• Organismes de coopération et de regroupement

Dans quelle mesure le préfet peut-il rattacher une commune à un établissement public de coopération dont elle ne veut pas ? 340
Conseil Constitutionnel 25 avril 2014, *Commune de Thonon-les-Bains et autre [Rattachement d'office d'une commune à un EPCI à fiscalité propre*

• Collectivités locales à statut particulier

La Polynésie française peut-elle créer des autorités administratives territoriales ? 345
Conclusions Édouard Crépey

CE 19 février 2014, *Haut-commissaire de la République en Polynésie française*
CE 19 février 2014, *M. Jacqui Drollet*

• Contentieux des collectivités locales

Le juge des référés, saisi d'une demande de suspension de l'exécution d'une décision peut-il prendre en compte les effets d'une décision postérieure à la décision en litige pour apprécier l'urgence de sa suspension ? 359
Conclusions Nathalie Escaut
CE 31 mars 2014, *Commune de Mios*

Peut-on accorder une indemnisation à une société alors que les travaux réalisés sur le domaine public avaient pour objet la mise en sécurité des appontements dont elle bénéficiait ? 365
Conclusions Nathalie Escaut
CE 31 mars 2014, *Société Yacht Club International de Saint-Laurent-du-Var*

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention visant à définir les modalités de l'exercice du droit de préemption sur les communes ayant fait l'objet d'un constat de carence défini à l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation 382

CHRONIQUE

Un cadre juridique et financier renouvelé pour l'autopartage 386
Alexis Thuau et Maud Rohlion

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le maire doit-il, à peine d'irrégularité, communiquer aux élus, en faisant la demande, l'avis de France Domaine avant une acquisition ? 391
Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 22 avril 2014, Commune de Sanary-sur-Mer

• Compétences des collectivités locales

Quels motifs peut valablement retenir le maire pour s'opposer à l'ouverture d'une école libre ? 396
Conclusions Marie-Astrid de Barmon

CE 3 mai 2014, Commune de Romagne

Le maire peut-il délivrer le permis de construire autorisant l'implantation d'antennes-relais de téléphonie mobile à l'intérieur du clocher d'une église ? 400
Conclusions Sébastien Degommier

CAA Nantes 29 novembre 2013, M. l'abbé Brindejanc, Association diocésaine de Rennes et M. l'abbé Messu c/ Commune de Rennes

• Domaines public et privé des collectivités locales

Un liquidateur judiciaire peut-il avoir la qualité de gardien en matière de contravention de grande voirie ? 408
Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 22 avril 2014, Cagna

Une piste de ski appartient-elle au domaine public ? 413
Conclusions Alexandre Lallet

CE S. du Contentieux 28 avril 2014, Commune de Val-d'Isère

• Collectivités à statut particulier

Les dispositions législatives soumettant au droit du travail les agents contractuels recrutés par une personne publique en Nouvelle-Calédonie sont-elles contraires au principe de libre administration des collectivités territoriales et au principe d'égalité devant la loi ? 427

Cons. const. n° 2014-392 QPC du 25 avril 2014, Province Sud de Nouvelle-Calédonie

• Élections

Le règlement de dépenses électorales sans recourir au mandataire financier est-il un manquement d'une particulière gravité justifiant l'inéligibilité d'un candidat ? 431
Conclusions Nathalie Escaut

CE 12 mai 2014, M. Jonemann

L'absence de mention de la nationalité d'une candidate, ressortissante communautaire, sur les bulletins de vote doit-elle entraîner l'annulation des opérations électorales ? 436
Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 10 juin 2014, M. Pellegrin c/ M. Bornet et autres Élections municipales de Cabris

• Contentieux des collectivités locales

Quelles sont les compétences respectives des juges administratif et judiciaire en matière de contrats aidés ? 439
Conclusions Maud Vialettes

CE 11 avril 2014, Commune de Saint-Denis (de la Réunion)

Le recours d'un agent titulaire de l'État tendant à l'annulation de la décision le licenciant de ses fonctions dans les services d'une collectivité territoriale relève-t-il du tribunal administratif en premier et dernier ressort ? 445
Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau

CE 28 avril 2014, Département des Alpes-Maritimes

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Délibération du conseil municipal portant élection des administrateurs du Centre communal d'action sociale (CCAS) 459

CHRONIQUE

Un cadre juridique et financier renouvelé pour l'autopartage 386
Alexis Thuau et Maud Rohlion

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le maire doit-il, à peine d'irrégularité, communiquer aux élus, en faisant la demande, l'avis de France Domaine avant une acquisition ? 391
Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 22 avril 2014, Commune de Sanary-sur-Mer

• Compétences des collectivités locales

Quels motifs peut valablement retenir le maire pour s'opposer à l'ouverture d'une école libre ? 396
Conclusions Marie-Astrid de Barmon

CE 3 mai 2014, Commune de Romagne

Le maire peut-il délivrer le permis de construire autorisant l'implantation d'antennes-relais de téléphonie mobile à l'intérieur du clocher d'une église ? 400
Conclusions Sébastien Degommier

CAA Nantes 29 novembre 2013, M. l'abbé Brindejonc, Association diocésaine de Rennes et M. l'abbé Messu c/ Commune de Rennes

• Domaines public et privé des collectivités locales

Un liquidateur judiciaire peut-il avoir la qualité de gardien en matière de contravention de grande voirie ? 408
Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 22 avril 2014, Cagna

Une piste de ski appartient-elle au domaine public ? 413
Conclusions Alexandre Lallet

CE S. du Contentieux 28 avril 2014, Commune de Val-d'Isère

• Collectivités à statut particulier

Les dispositions législatives soumettant au droit du travail les agents contractuels recrutés par une personne publique en Nouvelle-Calédonie sont-elles contraires au principe de libre administration des collectivités territoriales et au principe d'égalité devant la loi ? 427

Cons. const. n° 2014-392 QPC du 25 avril 2014, Province Sud de Nouvelle-Calédonie

• Élections

Le règlement de dépenses électorales sans recourir au mandataire financier est-il un manquement d'une particulière gravité justifiant l'inéligibilité d'un candidat ? 431
Conclusions Nathalie Escaut

CE 12 mai 2014, M. Jonemann

L'absence de mention de la nationalité d'une candidate, ressortissante communautaire, sur les bulletins de vote doit-elle entraîner l'annulation des opérations électorales ? 436
Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 10 juin 2014, M. Pellegrin c/ M. Bornet et autres Élections municipales de Cabris

• Contentieux des collectivités locales

Quelles sont les compétences respectives des juges administratif et judiciaire en matière de contrats aidés ? 439
Conclusions Maud Vialettes

CE 11 avril 2014, Commune de Saint-Denis (de la Réunion)

Le recours d'un agent titulaire de l'État tendant à l'annulation de la décision le licenciant de ses fonctions dans les services d'une collectivité territoriale relève-t-il du tribunal administratif en premier et dernier ressort ? 445
Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau

CE 28 avril 2014, Département des Alpes-Maritimes

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Délibération du conseil municipal portant élection des administrateurs du Centre communal d'action sociale (CCAS) 459

CHRONIQUE

La révision des charges grevant les dons et legs faits aux collectivités territoriales 462
Bernard Poujade

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Le contrat de travail et les bulletins de paie d'un agent public sont-ils communicables aux tiers qui en font la demande ? 466
Conclusions Édouard Crépey
CE 26 mai 2014, Communauté d'agglomération de Bayonne-Anglet-Biarritz (CABAB)

L'entreprise peut-elle demander que son marché soit résilié au motif que le département a accepté son offre anormalement basse ? 471
Conclusions Laurence Besson Ledey
CAA Versailles 12 juin 2014, Société Paysage Clément

• État

Le dispositif fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les éoliennes est-il illégal ? 479
Conclusions Claire Legras
Observations Anémone Cartier Bresson
CE 28 mai 2014, Association Vent de colère! – Fédération nationale

• Compétences des collectivités locales

Un groupement de communes peut-il constituer des réserves foncières dans le seul but de lutter contre la spéculation foncière par voie d'expropriation en application de l'article L. 221-1 du code de l'urbanisme ? 489
Conclusions Xavier de Lesquen
CE 21 mai 2014, Communauté d'agglomération de Montpellier

• Finances publiques locales

Un comptable public peut-il au titre de sa responsabilité personnelle et pécuniaire être condamné à verser plusieurs sommes non rémissibles sur un même exercice contrôlé sans que leur montant cumulé soit plafonné en cas de pluralité de manquements ? 496
Conclusions Xavier de Lesquen
CE 21 mai 2014, Ministre de l'Économie et des finances

• Contentieux des collectivités locales

Une commune est-elle fondée à soutenir que la fusion de caisses d'allocations familiales est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation ? 502
Conclusions Alexandre Lallet
CE 14 mai 2014, Commune de Vienne

Le schéma d'aménagement d'une région d'outre-mer est-il opposable à une autorisation délivrée au titre de législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ? 508
Conclusions Xavier de Lesquen
CE 21 mai 2014, Société centrale des carrières

Le juge administratif peut-il contrôler lors de l'examen de la légalité de l'autorisation d'exploiter une carrière la validité du titre produit par le pétitionnaire pour justifier de sa qualité ? 514
Conclusions Suzanne von Coester
CE 11 juin 2014, MM. Bras et Lothellier

Un concurrent a-t-il un intérêt à agir contre un permis de construire délivré à une société après avis favorable de la commission départementale d'aménagement commercial ? 518
Conclusions Suzanne von Coester
CE 11 juin 2014, Société Devarocle

La saisine du juge par le président d'une association est-elle irrecevable faute d'avoir informé le bureau et le conseil d'administration à leur prochaine réunion ? 522
Conclusions Xavier Domino
CE 18 juin 2014, Ligue de football professionnel

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant suspension de fonctions

CHRONIQUE

Les sociétés d'économie mixte à opération unique : l'apparition en droit français des contrats de partenariat institutionnalisés..... 538

Romain Mainnevet

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Quel est le contrôle du juge sur le motif d'intérêt général de nature à justifier la résiliation unilatérale d'un contrat administratif par l'une des personnes publiques entre lesquelles il est conclu et sur l'existence d'un bouleversement de l'équilibre de ce contrat ?..... 543

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 4 juin 2014, Commune d'Aubigny-les-Pothées

• Domaines public et privé des collectivités locales

En cas d'annulation d'un état exécutoire pour inopposabilité des tarifs d'utilisation du domaine public, la collectivité locale peut-elle émettre de nouveaux titres avec effet rétroactif ? 548

Conclusions Benoît Bohnert

CE 28 mai 2014, Compagnie des Bateaux-Mouches

• Fonction publique territoriale

Le poste de directeur général d'un office de l'habitat est-il un emploi fonctionnel ?..... 555

Conclusions Isabelle Hogedez

CAA Marseille 3 juin 2014, Office public de l'habitat des Bouches-du-Rhône c/ M. Escall

• Finances publiques locales

La fiscalité peut-elle être utilisée pour sanctionner la ligne éditoriale d'un journal et menacer la pérennité d'une entreprise de presse ?..... 564

Conclusions (extraits) Édouard Crépey

Observations de Jean-Paul Pastorel

CE 12 mai 2014, Sociétés SELN et SOC La Dépêche

• Élections

Des écarts de population importants par rapport à la moyenne départementale entachent-ils d'irrégularité un découpage cantonal ?..... 572

Conclusions Gilles Pellissier

CE 4 juin 2014, Commune de Dieuze et autres

Le non-respect d'un ordre de présentation d'une liste constitue-t-il une manœuvre ayant altéré la sincérité du scrutin ? 580

Conclusions Hugues Marias

TA Cergy-Pontoise 26 juin 2014, Mme Florence Ville Vallée et autres, Élections municipales

La publication du procès-verbal d'une réunion du conseil municipal en période électorale peut-il être constitutif d'une manœuvre ? 586

Conclusions Hugues Marias

TA Cergy-Pontoise 26 juin 2014, M. Jean-Marc Sergen, Élections municipales de Saint-Witz

Quand est-on en présence d'une diffamation interdisant toute défense utile ?..... 591

Conclusions Hugues Marias

TA Cergy-Pontoise 26 juin 2014, M. François Michon et autres

Une protestation contre les seules élections municipales est-elle recevable alors que le protestataire a omis de demander l'annulation des élections communautaires ?..... 596

Conclusions Hugues Marias

TA Cergy-Pontoise 26 juin 2014, M. Marc Poirat, Élections municipales de Groslay

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de déclaration de situation patrimoniale

CHRONIQUE

Le lien territorial 618
Jean-Marie Pontier

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Quel est l'organe compétent en matière d'attribution de logements de fonction ? 625
Conclusions Vincent Daumas
CE 16 juillet 2014, Commune de Plan-de-Cuques

• Domaines public et privé des collectivités locales

Une personne publique pouvait-elle décider de ne pas autoriser le déploiement du réseau d'un opérateur de communications électroniques ? 628
Conclusions Nathalie Escaut
CE 2 juillet 2014, Société Colt Technology Services

• Services publics locaux

En cas de déclaration d'illégalité de la délibération fixant le tarif de l'eau, la collectivité locale peut-elle adopter une nouvelle délibération avec effet rétroactif ? 633
Conclusions Marie-Astrid de Barmon
Observations Sébastien Ferrari
CE S. 28 avril 2014, Mme Anchling et autres

• Fonction publique territoriale

La faute d'un agent public peut-elle être établie par le rapport d'un détective privé ? 645
Conclusions Vincent Daumas
CE 16 juillet 2014, M. Freddy G...

Un suicide, ou une tentative de suicide, peut-il être un accident de service ? 658
Conclusions Vincent Daumas
CE 16 juillet 2014, Mme G..

• Finances publiques locales

Toute absence de vérification des bases d'impôts locaux par les services des impôts est-elle de nature à engager la responsabilité pour faute de l'État ? 666
Conclusions Claire Legras
CE 16 juillet 2014, Ministre chargé du Budget c/ Commune de Cherbourg-Octeville

• Contentieux des collectivités locales

Un délégataire privé chargé de l'exploitation d'un ouvrage public agit-il pour le compte du propriétaire public lorsqu'il conclut des contrats pour la réalisation de travaux avec des prestataires privés ? 673
Conclusions Nathalie Escaut
Observations Sébastien Hourson
TC 16 juin 2014, Société d'exploitation de la Tour Eiffel c/ Société Séchaud Bossuyt et autres

Une décision de la Commission européenne demandant à un État de recouvrer une aide communautaire indûment octroyée s'impose-t-elle faute de contestation dans les délais devant les juridictions de l'Union par le bénéficiaire de l'aide ? 680
Conclusions Vincent Daumas
Observations Paul Cassia
CE 23 juillet 2014, Commune de Vendranges

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention de compte courant d'associés

CHRONIQUE

Les collectivités territoriales et la prévention des risques 698
Jean-Marie Pontier

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le Conseil de Paris est-il compétent pour fixer les tarifs de restauration scolaire ? 707
Conclusions Marie-Astrid de Barmon
CE 11 juin 2014, MM. Legaret, Lecoq et Lebel

Le principe de la représentation proportionnelle est-il applicable à la représentation des différentes tendances du conseil municipal au sein des commissions qu'il institue ? 713
Conclusions Gaëlle Haudier
TA Strasbourg 10 juillet 2014, M. Jean Claude Dreistadt

• État

Les membres de la commission départementale siégeant en qualité de représentants d'un membre titulaire devaient-ils être destinataires de la convocation à la réunion et des documents ? 718
Conclusions Rémi Keller
CE 23 juin 2014, Société Sud Vendée Distribution

Le préfet peut-il s'opposer à la vente d'un immeuble d'un établissement public du culte issu d'un legs au motif qu'elle méconnaît les volontés testamentaires ? ... 721
Conclusions Mathieu Le Coq
TA Paris 2 octobre 2014, Société Romane Distribution

• Domaines public et privé des collectivités locales

La résiliation d'un contrat d'occupation du domaine public pour non-respect d'une obligation contractuelle doit-elle être précédée d'une procédure contradictoire ? .. 725
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille 24 septembre 2013, M. Benedetto

Une servitude conventionnelle de passage peut-elle être maintenue sur une parcelle relevant du domaine public ? 730
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 15 juillet 2014, Syndicat des copropriétaires « Le Mercure » c/ Région PACA

• Fonction publique territoriale

Une collectivité territoriale peut-elle créer un organisme consultatif interne pour apprécier l'imputabilité au service d'une affection ? 733
Conclusions Xavier Domino
CE 11 juin 2014, Communauté urbaine du Creusot

Dans quelles conditions un agent peut-il mettre en œuvre son droit au retrait ? 737
Conclusions Xavier Domino
CE 18 juin 2014, MINEDUC c/ Mme Casa Nova Zatar et autres

Une collectivité qui a pris en charge les honoraires de l'avocat d'un agent au titre de la protection fonctionnelle peut-il se constituer partie civile pour obtenir le remboursement de ces frais ? 742
Observations Jean François Finon
Cass. crim. 2 septembre 2014, Ville de Dijon

• Élections

Une commune peut-elle demander l'annulation du décret supprimant des cantons au prétexte qu'elle perdrait sa qualité de chef-lieu de canton ? 746
Conclusions Frédéric Aladjidi
CE 23 juin 2014, Commune de Cysoing

Comment apprécier si les fonctions d'un « responsable de service » au sein d'un conseil général en font l'équivalent d'un chef de service inéligible ou d'un chef de bureau éligible ? 750
Conclusions et observations Pierre-Olivier Caille
TA Lille 7 octobre 2014, Élections municipales et communautaires de Wambrechies (préfet du Nord)

• Contentieux des collectivités locales

En cas de requête dirigée contre une délibération autorisant un échange de biens entre une personne publique et une personne privée, le juge doit-il appeler dans la cause la personne privée ? 757
CE 2 juillet 2014, M. Gerin et autres
Conclusions Nathalie Escaut

Le président du tribunal administratif, statuant comme juge de l'exécution, peut-il constater par ordonnance prise sur le fondement du 3° de l'article R. 222-1 du CJA que la mesure prescrite a été entièrement exécutée et qu'il n'y a pas lieu de procéder à la liquidation de l'astreinte ? 764
Conclusions Vincent Daumas
CE 16 juillet 2014, Mme Nathalie Talbaux

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention de compte courant d'associés

CHRONIQUE

Le rapport de la Cour des comptes sur les finances publiques locales 782
Christophe Rogue

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Une délibération par laquelle le conseil municipal d'une commune s'exprime sur la volonté de démissionner du maire, des adjoints et d'une partie de ses membres en cas de contrainte à la célébration d'un mariage homosexuel est-elle illégale ? 788

Conclusions Jean-Michel Debrion

Observations Thierry Rambaud

TA Limoges 10 juillet 2014, Préfet de l'Indre c/ Commune de Fontgombault

• Domaines public et privé des collectivités locales

L'autorité gestionnaire peut-elle mettre en demeure un particulier de fermer son accès non autorisé à la voie publique ? 799

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 28 octobre 2014, Madame Nicolai et autres

• Fonction publique territoriale

Le conseil régional d'Ile-de-France peut-il prendre en charge des dépenses syndicales sur le fondement d'un protocole social inopposable ? 804

Conclusions Christelle Oriol

CAA Paris 31 juillet 2014, Syndicat des personnels des départements franciliens et de la région Ile-de-France (SYNPER)

Une collectivité qui a pris en charge les honoraires de l'avocat d'un agent au titre de la protection fonctionnelle peut-elle se constituer partie civile pour obtenir le remboursement de ces frais ? 811

Observations Jean François Finon

Cass. crim. 2 septembre 2014, Ville de Dijon

Peut-on accorder au directeur général d'un office de l'habitat une indemnité de cessation de fonction pour départ à la retraite par voie de délibération du conseil d'administration de l'office ? 815

Conclusions Claire Rollet-Perraud

CAA Versailles 4 novembre 2014, Hauts-de-Seine Habitat – OPH

• Finances publiques territoriales

Les immobilisations passibles d'une taxe foncière destinées à la fourniture et à la distribution de l'eau sont-elles exonérées de taxe professionnelle lorsqu'elles sont utilisées pour l'irrigation non agricole ? 818

Conclusions Marie-Astrid de Barmon

CE 22 septembre 2014, Ministre du Budget c/ SA BRL Exploitation

Un EPCI produisant de l'électricité soumise au régime de rachat obligatoire par EDF est-il assujéti à la taxe professionnelle ? 824

Conclusions Marie-Astrid de Barmon

CE 22 septembre 2014, Min. de l'Économie c/ Syndicat intercantonal de répurigation du centre ouest Bretagne

Les articles L. 311-2, L. 311-3, L. 311-5, L. 313-1, L. 313-4, L. 313-6, L. 313-7-1, L. 313-11, L. 314-3, L. 314-4 et L. 314-18 du code des juridictions financières relatifs à la CDBF sont-ils contraires à la Constitution ? ... 828

Conclusions Xavier de Lesquen

Observations Stéphanie Damarey

**Conseil constitutionnel, décision n° 2014-423, QPC 24 octobre 2014, M. Richard et autres (CDBF)
CE 23 juillet 2014, M. Richard**

• Collectivités locales à statut particulier

Une réglementation législative transférée par l'État à la Polynésie française peut-elle faire l'objet de mesures réglementaires d'application par les autorités polynésiennes 840

Observations Jean-Paul Pastorel

CE 24 septembre 2014, Société Maxima

• Élections

Les auteurs du décret ont-ils méconnu l'obligation, énoncée au IV de l'article L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales, de n'apporter au caractère essentiellement démographique de la délimitation des cantons que des exceptions de portée limitée spécialement justifiées par l'impérative prise en compte des contraintes géographiques de ce territoire ? 843

Conclusions Aurélie Bretonneau

CE 5 novembre 2014, M. Ceccaldi ; Département de la Corse-du-Sud ; M. Quilichini ; Commune de Quenza ; M. Marcelesi ; M. de Rocca Serra ; Commune de Ners et autres

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLE D'ACTE

Arrêt portant exclusion temporaire de fonctions pour une durée de trois jours maximum